

Avant-propos

Agressions, criminalité, attentats, guerres : l'actualité est saturée de faits et d'images de violence. En effet, la violence apparaît présente partout, tout le temps. Par ailleurs, on n'a jamais autant parlé du sentiment d'insécurité. Vivrait-on dans une société de plus en plus violente ? Des études, en histoire et en sociologie notamment, avancent qu'il y aurait un déclin historique de la violence, en tous cas sous certaines formes. Sans remettre en question la réalité de la violence et l'expérience que de nombreuses personnes en font au quotidien à travers le monde, plusieurs éléments amènent à préciser, à nuancer cette idée selon laquelle la violence serait en augmentation. Laetitia Godfroid, formatrice permanente au Cefoc, avance quelques clés de compréhension. Non sans avoir préalablement défini ce qu'est la violence : un terme largement utilisé, pour qualifier aussi bien l'injure que le viol en passant par la bagarre.

Mots-clés : *Inégalité – Insécurité – Justice – Médias – Violence*

Introduction

Dans le langage quotidien, on utilise très souvent le mot « violence » ou le qualificatif « violent ». Pour qualifier un acte brutal, un coup de la vie difficile à digérer, un orage de forte intensité, une activité qui a demandé un effort très important... Mais parfois aussi pour dire l'inverse, à quel point c'était génial. À nous entendre, tout est violent. Dans un premier temps, cette analyse propose de s'arrêter pour s'interroger sur ce qu'est la violence. Qu'est-ce qui se cache derrière ce mot si largement employé aujourd'hui ? Dans un second temps, une série d'éléments seront avancés pour comprendre et nuancer l'affirmation selon laquelle il y a plus de violence aujourd'hui qu'autrefois.

Violence ou violences ?

À entendre parler de violence à propos de tout et de rien, on finit par se poser la question de sa définition. Dans la langue française, il est certain que ce mot n'est pas le seul à avoir plusieurs sens. Par contre, son utilisation a sans doute un effet indirect : l'augmentation de son utilisation finit par générer un sentiment d'insécurité ou, en tout cas, par nourrir l'idée qu'on vit aujourd'hui dans un monde plus violent qu'autrefois. Définir le terme peut donc permettre d'y voir plus clair.

La violence dans tous les sens

Le terme « violence » recouvre une hétérogénéité de comportements, avec des appréciations qui peuvent diverger d'une personne à l'autre (en fonction de ses valeurs, de la manière dont on a été éduqué, de ce qu'on a vécu, etc.).

La violence prend différentes formes : elle peut être physique (comme une agression), verbale (comme une insulte), matérielle (comme un vol) ou encore symbolique (comme lorsque le point de vue de personnes fragilisées n'est pas ou peu pris en compte). Elle est aussi plurielle par les lieux où elle s'exerce : dans la famille, à l'école, dans la rue, au travail, dans les médias...

La violence peut également être classée selon les acteurs concernés¹ : individuelle (suicide, automutilation, etc.), interpersonnelle (au sein de la famille : violence conjugale, maltraitance d'un parent âgé ; ou à l'extérieur de celle-ci : violence des jeunes, violence dans des milieux institutionnels), ou encore collective (émeute, soulèvement, etc.).

Dans ce dernier cas, on peut également identifier différentes formes :

- au niveau politique, avec des violences inter-étatiques (guerres, conflits), des guerres civiles, des génocides (ensemble d'actes intentionnels visant à anéantir un groupe défini) ou encore des violences infra-politiques (actes terroristes ; répression ou autres violations des droits fondamentaux) ;
- au niveau économique : violence des licenciements qui depuis des années se sont abattus sur des millions de personnes ; violence du sous-emploi qui pousse un certain nombre de salarié-e-s dans la pauvreté laborieuse ; violence des conditions de travail et d'emploi des migrants confinés dans des emplois délaissés, socialement dévalorisés et sous-payés...
- au niveau social et culturel (comme les violences liées au genre, le racisme, l'homophobie ou l'interdiction et la persécution d'une langue).

La violence peut enfin être intentionnelle ou non-intentionnelle (accidents de la route, catastrophes naturelles, etc.), visible ou invisible (ou moins visible), légitime ou illégitime.

Toutes ces distinctions permettent de comprendre que « la » violence est loin de recouvrir une réalité homogène. Selon les contextes, elles permettent aussi de mieux situer de quelle « violence » il s'agit.

La violence, un phénomène tout relatif ?

Parallèlement à cet aspect protéiforme, on ne peut pas comprendre les phénomènes de violence sans tenir compte d'un élément crucial : une situation de violence est toujours interprétée en fonction de normes et de valeurs. Et celles-ci varient : à travers l'histoire, mais également culturellement, c'est-à-dire d'une société à une autre, voire même entre des sous-groupes d'une même société.

Il y a des violences qui ne sont plus acceptées aujourd'hui dans notre pays alors qu'elles l'étaient par le passé. On songe aux violences domestiques envers les femmes ou les enfants. Ou encore à des violences scolaires comme les coups de baguette sur les doigts pour punir un élève. C'était une pratique courante et acceptée il y a quelques décennies, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui.

D'un groupe à l'autre, les références sont aussi différentes. Si aux États-Unis la vente d'armes à feu est acceptée et qu'il est normal d'en posséder, en Belgique, c'est tout différent. Le milieu sportif a un rapport bien particulier à la violence : par exemple, dans le domaine de la boxe ou du rugby, une certaine violence est autorisée. Des jeunes entre eux peuvent utiliser un certain vocabulaire, qui vu par d'autres, est considéré comme inacceptable et irrespectueux.

La violence porte donc en elle l'idée d'une infraction à une norme établie dans une culture donnée, et cette norme peut évoluer dans l'espace et dans le temps.

Et alors, cette définition ?

Étymologiquement, « violence » vient du latin *violentia* qui veut dire violence, caractère violent ou farouche, force ; le verbe *violare* signifie traiter avec violence, profaner, transgresser, en insistant sur l'infraction et l'outrage. Mais le mot vient également de *vis* qui signifie force vitale, vigueur². On sent déjà des nuances différentes, avec une charge négative habituellement associée à la violence, mais également avec une connotation positive, qui est celle de la force vitale. L'idée d'infraction est également présente.

Les dictionnaires contemporains définissent la violence comme le fait d'agir sur quelqu'un ou de faire agir une personne contre sa volonté, en employant la force ou l'intimidation. C'est également la manière d'être de la force ou du sentiment (la violence d'une tempête, d'une

¹ *Rapport mondial sur la violence et la santé*, Organisation Mondiale de la Santé, 2002, pp.30-31.

² Y. MICHAUD, *La violence, une question de normes*, Sciences humaines, n°89, 1998.

passion). Le mot violence a donc la particularité de désigner à la fois le fait, l'action et la manière d'être. « *Dans le premier cas, la violence s'oppose à la paix ou à l'ordre. Dans l'autre, elle s'oppose à la mesure.* »³

Les juristes, quant à eux, élaborent des définitions précises des actes à incriminer, en fonction des formes de violence, de la gravité des effets et de l'intention. On parle davantage « d'infractions au code pénal », allant de la contravention aux crimes en passant par les délits.

En outre, le plus souvent, en parlant de violence, on songe à la violence physique, constatable et éventuellement mesurable. C'est restrictif : on considère aujourd'hui que le harcèlement moral constitue une violence, tout comme des atteintes aux biens, à la dignité ou des persécutions.

Enfin, du côté des philosophes, la définition prend encore un tour différent. Par exemple, Yves Michaud définit ainsi la violence: « *Il y a violence quand, dans une situation d'interaction, un ou plusieurs acteurs agissent de manière directe ou indirecte, massée ou distribuée, en portant atteinte à un ou plusieurs autres à des degrés variables soit dans leur intégrité physique, soit dans leur intégrité morale, soit dans leurs possessions, soit dans leurs participations symboliques et culturelles.* »⁴ Ainsi, traiter les gens par le mépris, porter atteinte aux symboles religieux ou à un chef d'œuvre de l'humanité constituent aussi des violences⁵.

On l'a compris, définir la violence n'a rien de simple !

Il y a plus de violence maintenant qu'avant

Ces dernières décennies, le thème de la violence est devenu central dans le débat public. De nombreuses personnes ont le sentiment que la violence est en hausse et que la situation est de plus en plus préoccupante. Des discours politiques et médiatiques appuient cette idée. Des statistiques en font état, pour certains types de violences. Sans remettre en question la réalité de la violence et l'expérience que de nombreuses personnes en font au quotidien à travers le monde, plusieurs éléments amènent à préciser, à nuancer cette idée selon laquelle la violence serait en augmentation⁶.

Un bref détour par l'histoire

Pour le sociologue Norbert Elias, l'Occident a connu à partir du Moyen Âge, un long processus historique de pacification des mœurs qui aurait amené à refouler les pulsions violentes, à adoucir la violence, à la rediriger, notamment avec le sport et les jeux, et à la réprimer (par des mesures légales, comme la peine d'emprisonnement). Le philosophe Michel Foucault met également en lumière un processus de contrôle des populations. Avec les Lumières, l'expression du pouvoir du prince se transforme. Peu à peu, on passe de la punition en place publique par un bourreau à la mise en place de mécanismes de surveillance et de contrôle par des institutions (les prisons, l'école, la caserne...). C'est ainsi que la société se serait globalement pacifiée, et que le seuil de tolérance à la violence se serait réduit au fil des siècles et continuerait encore aujourd'hui à se réduire.

Nouvelles infractions et durcissement des sanctions

On l'a vu : la violence dépend des normes qui sont en vigueur à un moment donné dans une société donnée. L'évolution de la violence, et plus largement de la déviance⁷, ne peut donc pas être analysée sans tenir compte de l'évolution des normes et de la manière dont leur non-respect est sanctionné. Le niveau de la déviance peut s'accroître parce que de nouvelles normes considèrent comme déviants des comportements qui ne l'étaient pas auparavant. En

³ Y. MICHAUD, *La violence*, 7^e éd., Paris, PUF, Que sais-je ?, 2012, p.3.

⁴ Y. MICHAUD, *La violence*, op. cit.

⁵ Avant lui, pour le philosophe Paul Ricoeur, la violence est tout ce qui, d'une manière réelle ou symbolique, fait vivre à l'autre une expérience de mort.

⁶ Les quelques éléments repris dans cette section s'inspirent notamment des articles de L. MUCCHIELLI, *Violence : de quoi parle-t-on ?*, Sciences humaines, n°247, 2013 ; L. MUCCHIELLI et V. LE GOAZIOU, *L'insécurité, miroir des inquiétudes contemporaines*, Nouvelles fondations, 2006 ; Y. MICHAUD, *La violence, une question de normes*, op. cit.

⁷ Un comportement déviant est un comportement qui ne rentre pas dans la norme.

sens inverse, un affaiblissement des normes peut laisser croire à une diminution de la déviance, alors qu'en réalité, les comportements déviants n'ont pas quantitativement diminué : c'est la société qui les qualifie autrement. Ainsi, dans le rapport 2011 des statistiques policières de criminalité, il est indiqué qu'« *une fluctuation dans les chiffres de la criminalité enregistrée peut effectivement refléter une réelle hausse ou baisse, mais ce n'est pas nécessairement toujours le cas. D'autres éléments peuvent également exercer une influence : des modifications dans la législation pénale, la création de nouveaux codes d'infraction dans la nomenclature policière, des changements dans la politique de sécurité aux niveaux local et fédéral, la disposition des services de police à enregistrer les faits et la disposition de la population à porter plainte.* »⁸ Le rapport indique un peu plus loin que « *le législateur s'est montré très actif, la décennie écoulée, en ce qui concerne la création de nouvelles dispositions pénales.* »⁹ Ces vingt à trente dernières années, le législateur n'a cessé de créer des nouvelles infractions et de durcir les sanctions, notamment concernant les violences contre certaines personnes (mineurs, femmes) ou certains lieux (écoles)¹⁰. Dans le même sens, Christine Defraigne affirme : « *En dix ans, la population carcérale de notre pays n'a cessé d'augmenter. On compte aujourd'hui un tiers de détenus en plus qu'en 2000. Les causes de la surpopulation carcérale sont à rechercher [...] dans le renforcement de la sévérité pénale (augmentation du recours à la détention préventive, allongement et cumul des peines prononcées et diminution du recours à la libération conditionnelle) et d'autre part, dans le fait que certaines catégories de détenus n'ont pas leur place en prison : toxicomanes, sans-papiers et personnes souffrant de problèmes psychiatriques.* »¹¹

Recours à la justice

Un autre élément explicatif du sentiment d'augmentation de la violence est le recours plus important à la justice. Pour régler les conflits, les litiges, on ferait de plus en plus appel à la police et à la justice. Comme si on ne savait plus résoudre les conflits sans y avoir recours. Ce phénomène serait dû à un manque d'interconnaissance, à l'éclatement des lieux (habitation, travail, loisirs, shopping) qui fait qu'on ne se connaît plus. Les ajustements spontanés s'affaiblissent. Et il y a de plus en plus de lieux touchés par le recours à la justice : le domicile familial, les écoles, les lieux d'encadrement de la jeunesse, qu'ils soient publics ou privés, laïques ou religieux¹².

Convoitise pour les biens de consommation et inégale répartition des richesses

La plupart des actes de délinquance sont des atteintes aux biens¹³. C'est actuellement le principal risque dans notre société. En effet, on risque moins de se faire agresser physiquement que de se faire voler des biens, dans son commerce, chez soi ou dans l'espace public. C'est une évolution historique : ceci n'est vrai que depuis la seconde moitié du 20^e siècle. L'augmentation de ces atteintes à la propriété individuelle est liée à la société de consommation, qui ne cesse de se développer depuis les années soixante. Si les personnes qui commettent ces actes ne sont pas toujours les plus démunies, le phénomène peut être vu comme une sorte de « redistribution violente » par ceux qui sont exclus ou aux marges de la société, et qui veulent exister, paraître, posséder, jouir de la consommation comme les autres. Plus largement, les inégalités économiques et sociales sont sources de violence. Les violences surviennent le plus souvent dans des territoires qui concentrent des personnes en situation de grande précarité socio-économique. Facteur supplémentaire de mal-être, de dégressivité, de stress et d'agressivité, la précarité ne peut qu'envenimer les conflits à tous les niveaux.

Et statistiquement ?

⁸ Rapport annuel 2011, *Statistiques policières de criminalité*, Police fédérale, 2011, p.10.

⁹ En voici les principales, reprises dans le code pénal. 2000 : Criminalité informatique, mutilations génitales sur les femmes. 2002 : torture, traitement inhumain, traitement dégradant. 2003 : crime de guerre, génocide, crime contre l'humanité, terrorisme. 2005 : marchand de sommeil, exploitation de la mendicité, traite des êtres humains. 2007 : mariage forcé. 2011 : interdiction du port de la burqa.

¹⁰ L. MUCCHIELLI, *Violence : de quoi parle-t-on ?*, op. cit.

¹¹ www.senate.be/www/?MIval=/publications/viewPub.html&COLL=S&LEG=5&NR=1509&VOLGNR=1&LANG=fr.

¹² L. MUCCHIELLI et V. LE GOAZIOU, op. cit.

¹³ L. MUCCHIELLI, op. cit.

Dans la comptabilisation des faits de violence, différents éléments rendent les comparaisons entre époques assez compliquées¹⁴. Sur le long terme, les archives manquent pour pouvoir comparer des données semblables. De plus, depuis qu'on en a, la manière de les enregistrer peut varier. Par ailleurs, comment comparer des taux de violence, puisqu'au fil du temps, des actes considérés comme normaux sont devenus des infractions ? De nouvelles dispositions pénales ont été prises et influencent les statistiques. Ainsi, par exemple, la promulgation d'une circulaire en matière de violence intrafamiliale en 2006 a entraîné une hausse explosive du nombre d'enregistrements au cours des années qui ont suivi¹⁵. Enfin, les chiffres connus sont relatifs aux faits qui ont été déclarés et enregistrés. Et la déclaration de ces faits évolue également au cours du temps. Bref, les statistiques peuvent masquer d'importantes disparités historiques, géographiques et sociales.

Rôle des médias

Le poids des images et la surinformation influencent la manière d'appréhender la violence. Bien souvent, les informations évacuent la complexité des problèmes et ne donnent qu'une lecture partielle de la situation. On sait que ce sont les récits émotionnels qui effraient, émeuvent, excitent qui sont les plus vendeurs. Les chaînes d'information font vivre en direct des attentats, le dénouement de prises d'otages, etc. Le moindre incident suscite un reportage, et les endroits chauds du globe font l'objet d'un point régulier à l'antenne. À travers ces images, ce ne sont pas les violences effectives qui comptent, mais ce que l'on apprend et imagine. Ainsi, peu des personnes ressentant une montée de l'insécurité ont été elles-mêmes agressées, mais tout le monde a entendu parler de ces choses horribles qui arrivent partout et tous les jours. Ce faisant, la médiatisation de ce type de faits peut amener à renforcer l'importance qu'on accorde à des valeurs d'ordre, de protection et de sécurité.

Insécurité ou sentiment d'insécurité en hausse ?

C'est un paradoxe : alors que la violence est à ses taux les plus bas à l'échelle du temps long, la sensibilité à la violence n'a cessé de croître. Mais finalement, y a-t-il réellement plus d'insécurité, ou plutôt un plus grand sentiment d'insécurité ? « *En tant que transgression des règles et des normes, la violence fait entrevoir la menace de l'imprévisibilité.* »¹⁶ Or, c'est l'imprévisibilité qui caractérise le sentiment d'insécurité : « [il] correspond à la croyance, fondée ou non, que l'on peut s'attendre à tout, que l'on ne peut plus être sûr de rien dans la vie quotidienne »¹⁷. Au-delà de ce qui a déjà été évoqué, un autre élément peut expliquer ce sentiment que l'insécurité gagne du terrain. Pour le criminologue Sébastien Roché, il s'agit des « incivilités ».

L'incivilité, voilà qui recouvre des réalités très variées. Alors que le terme désignait à la base un manque de courtoisie, il est devenu synonyme de désordre, de nuisance, d'impolitesse, d'insolence, de petite délinquance, etc.¹⁸ Un papier jeté par terre, un tag sur une façade, être bousculé dans une file d'attente, la grossièreté : autant de faits peu graves, mais qui ont des conséquences sociales importantes. Ils alimentent le sentiment d'insécurité. Ils remettent en cause l'idée qu'on peut « vivre ensemble », qu'une vie collective fondée sur la communication et le respect mutuel est possible.

Violence, sentiment d'insécurité et incivilités seraient donc liés et se nourriraient l'un l'autre.

Le conflit pour sortir de la violence ?

À l'issue de cette analyse, avec le sociologue Laurent Mucchielli, on peut poser comme hypothèse que l'inquiétude d'une partie de l'opinion publique porte finalement davantage sur la rupture du lien social. Comme si la présence de l'autre était d'abord perçue comme un risque qu'il peut nous faire courir, plutôt que comme l'opportunité d'un lien à créer avec lui.

¹⁴ Y. MICHAUD, *La violence, une question de normes*, op. cit.

¹⁵ *Rapport annuel 2010, Statistiques policières de criminalité*, Police fédérale, 2010, p.3.

¹⁶ Y. MICHAUD, *La violence*, op. cit., p.9.

¹⁷ Ibidem.

¹⁸ J. DAMON, *Les mots qui comptent – Incivilité*, Sciences humaines, n°208, octobre 2009.

« Notre société est à la recherche d'un nouveau contrat social, d'un nouveau projet collectif, c'est du reste le propre d'une mutation, mais nous ne les élaborerons qu'à deux conditions. La première est que l'on cesse de se faire peur. Nous avons vu qu'il n'y a guère de raisons pour cela. Encore faut-il comprendre que la vie (sociale) n'est jamais exempte de risque : le 100% qualité et le zéro défaut qui prévalent dans l'aire marchande, pour des produits surgelés, des ordinateurs portables ou des automobiles, n'ont strictement aucune place et aucun sens dans les relations humaines et le lien à tisser avec autrui. La seconde condition est d'admettre que le vivre-ensemble et la cohésion sociale sont nécessairement problématiques et improbables dans une société inégalitaire où se trament des fractures de plus en plus patentes. »¹⁹

Ainsi, « vivre ensemble » n'est pas synonyme de cohabitation paisible et de consensus à tout prix. Quand on sait que la violence surgit là où le conflit est empêché, ne faudrait-il pas plutôt réhabiliter le conflit ? Pour le philosophe Charles Rojzman, c'est clair : *« Il faut construire une vision nouvelle du vivre-ensemble, une vision humaine acceptant et prenant en compte chaque homme, naturellement frère d'humanité. Accepter chaque homme, cela signifie accepter de vivre en permanence avec les conflits pour nous préserver de la violence. »²⁰*

Laetitia GODFROID²¹,
Formatrice permanente au Cefoc

¹⁹ L. MUCCHIELLI et V. LE GOAZIOU, op. cit., p.11.

²⁰ C. ROJZMAN, *Sortir de la violence par le conflit*, Paris, Broché, 2007.

²¹ Merci à Vanessa Della Piana pour ses relectures avisées.

Pour aller plus loin

Yves MICHAUD, *La violence, une question de normes*, Sciences humaines, n°89, 1998.

Yves MICHAUD, *La violence*, 7e éd., Paris, Que sais-je ?, PUF, 2012.

Laurent MUCCHIELLI, *Violence : de quoi parle-t-on ?*, Sciences humaines, n°247, 2013.

Laurent MUCCHIELLI et Véronique LE GOAZIOU, *L'insécurité, miroir des inquiétudes contemporaines*, Nouvelles fondations, 2006.

Charles ROJZMAN, *Sortir de la violence par le conflit*, Paris, Broché, 2007.